

AMENAGEMENT DU BATIMENT A DE L'UFR ARTS LETTRES ET LANGUES ILE DU SAULCY A METZ

Maîtrise d'ouvrage



Université de Lorraine

34, Cours Léopold – CS 25233

54 052 NANCY Cedex

Tél 03 72 74 06 77

PRO - DCE CCTP LOT 04 - MENUISERIES INTERIEURES



Maîtrise d'œuvre :

Architecte



Patrick Paul MICHEL Architecte

47, rue Saint-Livier – 57000 Metz

Tél 03 87 63 86 61 – agence@ppm-architecte.fr

Intervenants :

Bureau de Contrôle



BTP CONSULTANTS

92b boulevard de la Solidarité 57070 METZ

Tél : 03 72 39 54 63 - cedric.berviller@btp-consultants.fr

Coordinateur SPS



ALPES CONTROLES

1, rue Jean Antoine Chaptal 57070 METZ

Tél : 03 72 39 53 47 – metz@alpes-contrôles.fr

SOMMAIRE

1.0	GÉNÉRALITÉS	4
1.1	OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX.	4
1.2	INTERVENANTS ET CONTACTS	4
1.3	OBJET DE LA PRESENTE ENTREPRISE - ÉTENDUE DES TRAVAUX	5
1.4	PREVENTION DU RISQUE D'EXPOSITION A L'AMIANTE	5
1.5	CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.6	RAPPEL DES INTERVENTIONS EN CO-ACTIVITE	5
1.7	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)	6
1.7.1	CARACTERE NON LIMITATIF DU CCTP	6
1.7.2	PRESENTATION ET ARTICULATION DU PRESENT DOCUMENT	6
1.8	DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS	6
1.8.1	OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	6
1.8.2	ORDRE DE PRESEANCE	6
1.8.3	MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DES D.T.U./C.C.T.G.	6
1.8.4	DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A CARACTERE GENERAL	7
1.9	DIMENSIONS DES OUVRAGES	7
1.10	CONSISTANCE DES TRAVAUX	7
1.11	DOCUMENTS D'EXECUTION	7
1.12	COORDINATION DES TRAVAUX	8
1.13	NETTOYAGE - ENTRETIEN	8
1.14	APPROVISIONNEMENTS SUR LE CHANTIER	9
1.15	ÉCHANTILLONS	9
1.16	ENLEVEMENT DES MATERIAUX DEPOSES ET DES GRAVOIS	9
1.17	SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	9
1.18	NUISANCES & SITE OCCUPE	9
1.19	ASSURANCES ET GARANTIES	10
1.20	SOUS-TRAITANCE	10
1.21	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION "SECURITE INCENDIE"	10
1.22	PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE PROTECTION DE LA SANTE	11
1.23	OBLIGATION DE RESULTAT – REGLES DE L'ART	11
1.24	OBLIGATIONS ET OBSERVATIONS COMMUNES	11
1.24.1	PLANNING	11
1.24.2	CONTROLE DES TRAVAUX	12
1.24.3	RECEPTION DES SUPPORTS PAR CHAQUE ENTREPRISE.	12
1.24.4	COMPTE PRORATA	12
1.25	RECEPTION	12
1.26	DOE	12
2.0	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	13
2.1	DOCUMENTS DE REFERENCES	13
2.1.1	DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES (DTU)	13
2.1.2	NORMES FRANÇAISES ET EUROPEENNES (AFNOR)	13
2.1.3	AVIS TECHNIQUES	13
2.1.4	AUTRES CERTIFICATIONS OU LABELS	14
2.1.5	COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	14
2.1.6	LIMITE DES PRESTATIONS	14
2.1.7	CONSISTANCE DES TRAVAUX	14
2.1.8	PROTOTYPES ET ESSAIS	14
2.1.9	PLANS D'ATELIER	15
2.1.10	PROTECTION DES OUVRAGES	15
2.2	SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES	15
2.2.1	PLANS D'EXECUTION	15
2.2.2	DIMENSIONS DES ELEMENTS CONSTITUTIFS	16
2.3	FOURNITURES ET MATERIAUX	16
2.3.1	NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX	16
2.3.1.1	Caractéristiques des bois	16
2.3.1.2	Classement des bois de sciages avivés	16
2.3.1.3	Traitements des bois	17
2.3.1.4	Huisseries et bâtis métalliques	17
2.3.1.5	Ame pleine :	17
2.3.1.6	Parement :	17
2.3.1.7	Finition pré-peinte :	17
2.3.1.8	Portes coupe-feu	18
2.3.1.9	Vitrages	18
2.3.2	PROTECTION DES BOIS	18

2.3.2.1	Protection insecticide et fongicide	18
2.3.2.2	Couche d'impression	18
2.3.2.3	Protection des ouvrages métalliques	18
2.3.3	TENUE AU FEU	18
2.3.4	REGLES D'EXECUTION	19
2.3.5	RECOUPEMENT DES VANTAUX DE PORTES EN PARTIE BASSE	19
2.3.6	POSE ET FIXATIONS	19
2.3.7	HABILLAGES - COUVRE-JOINTS	19
2.3.8	PROTECTION ET NETTOYAGE DES OUVRAGES FINIS	20
2.3.8.1	Protection des ouvrages finis	20
2.3.8.2	Nettoyage de mise en service	20
2.3.9	PAREMENTS STRATIFIES, LAMIFIES, REPLAQUES, ETC.	20
2.3.10	ARTICLES DE FERRAGE - QUINCAILLERIE	20
2.3.10.1	Accessoires de manœuvre	20
2.3.10.2	Combinaisons de serrures	21
2.3.11	PIECES A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR AVEC SON OFFRE	21
2.3.12	VERIFICATIONS - RECEPTIONS - ESSAIS	21

3.0 DEVIS DESCRIPTIF ET DE POSITION 22

3.1	AGRANDISSEMENT D'OUVERTURE	22
3.2	BLOCS PORTE	22
3.2.1	PORTE A AME PLEINE CF 1/2 H + FP	22
3.3	DIVERS	23
3.3.1	VITROPHANIE	23
3.3.2	PLINTHES DROITES PVC	23
3.3.3	PLINTHES DROITES BOIS	23
3.3.4	CHAMPLAT PRE-PEINT	24
3.3.5	SIGNALETIQUE	24
3.3.6	PANNEAUX ACOUSTIQUES SUSPENDUS	24
3.3.6.1	Carré 1,20 m x 1,20 m	25
3.3.6.2	Rectangulaire 1,20 m x 1,76 m	25
3.4	FOURNITURE DES DOE / DIUO	25

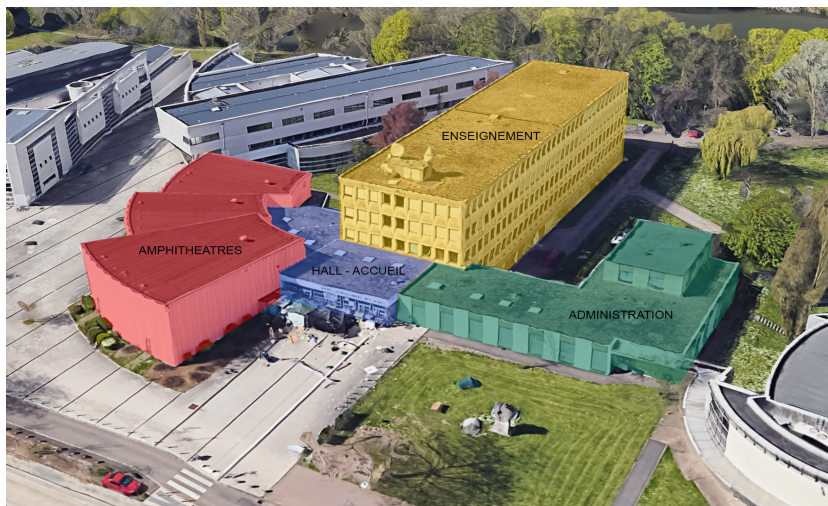
1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet et connaissance des travaux.

Ce dossier PRO DCE indice 0 fait suite au dossier APD v.2 et aux remarques émises par le Maître d'Ouvrage.

Le projet porte sur des travaux d'aménagement du bâtiment A de l'UFR Art, Lettre et Langues situé sur le campus du Saulcy.

Le bâtiment s'organise en 3 entités : les amphithéâtres (au RDC), l'enseignement (du RDJ et R+3) et l'administration (RDC et R+1).



Les locaux concernés par la présente opération d'aménagement se situent dans la partie enseignement et se développent sur 2 niveaux : le Rez-De-Jardin et Rez-De-Chaussée.

Le programme :

Améliorer les conditions d'accueil et d'enseignement au sein du bâtiment A de l'UFR Arts Lettres et Langues situé sur le campus du Saulcy à Metz.

Avec d'une part, l'aménagement du département Arts du Spectacle au RDC et d'autre part, l'aménagement d'une partie du sous-sol en locaux de stockage, archives et pour l'épicerie solidaire au RDJ.

D'une manière générale, le bâtiment n'a jamais subi de rénovation globale, mais uniquement au cas par cas, suivant nécessité. Les salles concernées par la présente opération sont aujourd'hui inadaptées à leur usage.

1.2 Intervenants et contacts

Maîtrise d'œuvre :

Architecte : PPM Architecte - Patrick Paul MICHEL
47, rue Saint Livier 57000 METZ
03 87 63 86 61
agence@ppm-architecte.fr

Bureau de contrôle :

BTP CONSULTANTS
92b boulevard de la Solidarité 57070 METZ
03 72 39 54 63
cedric.berviller@btp-consultants.fr

Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé

ALPES CONTROLES
1, rue Jean Antoine Chaptal 57070 METZ
03 72 39 53 47
metz@alpes-controles.fr

L'entrepreneur titulaire du présent marché aura en charge les prises de rendez-vous et l'information quotidienne auprès des usagers, par tous moyens efficaces (contacts téléphoniques, affichages, courriers, avertissements directs, etc...) ; en cas de litige, il devra fournir la preuve de ses actions en transmettant systématiquement une copie au Maître d'œuvre et d'ouvrage.

1.3 Objet de la présente entreprise - Étendue des travaux

La présente entreprise a pour objet l'exécution des travaux de MENUISERIES INTERIEURES faisant l'objet du présent lot n° 04.

Les prestations à la charge du présent corps d'état comprenant tous les travaux de Désamiantage, ainsi que tous travaux annexes et accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite de l'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

1.4 Prévention du risque d'exposition à l'amiante

Des repérages d'amiante dans les composants liés aux travaux décrits dans ce document ont été réalisés.

Les rapports sont joints à l'appel d'offres.

L'entrepreneur est censé en avoir pris connaissance et avoir intégré dans son offre toutes dispositions visant à respecter la réglementation en vigueur sur les risques d'exposition à l'amiante pour ses salariés et toutes personnes ou animaux résidant dans ou à proximité des locaux concernés par les matériaux amiantés.

Certains personnels encadrant et non encadrant de l'entreprise, ainsi que des entreprises cocontractantes et sous-traitantes œuvrant sur site et mandatées par le titulaire, sont réputés être formés aux risques amiante.

L'entrepreneur mettra en œuvre les protections collectives et individuelles demandées dans la réglementation en vigueur sur l'amiante et par toutes personnes des organismes référant ou de contrôle. Ces protections concernent ses employés, ses sous-traitants et toutes les personnes situées dans l'environnement immédiat du chantier.

1.5 Connaissance des lieux

L'entrepreneur qui remet une offre est réputé avoir pris connaissance par ses propres moyens des lieux et des équipements existants et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit avoir une influence sur la technicité, la qualité et les délais d'exécution des travaux, sur la mise en sécurité des lieux, sur les prix des ouvrages à réaliser.

Il devra au besoin, avant la remise de son offre, toute investigation complémentaire lui permettant de mieux connaître les lieux et les usages locaux.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de travaux et de prix, à des prolongations de délais et à la mise en œuvre de prestations et matériaux inadaptés.

La reconnaissance technique des supports existants à rénover ou à remplacer portera sur la constitution, la nature, l'état et l'importance des existants.

1.6 Rappel des interventions en co-activité

Les travaux décrits dans le présent document sont à réaliser en zone urbaine, dans des locaux et/ou aux abords de bâtiments utilisés par du public.

L'entrepreneur prendra de ce fait toutes dispositions dans l'organisation et la réalisation de ces travaux afin de n'engendrer aucun trouble et aucun risque aux personnes, aux animaux et pour protéger les existants et les biens.

Le maître d'ouvrage informera le titulaire du présent marché, de l'intervention d'autres intervenants que ceux indiqués dans le présent CCTP dont il a connaissance concourant à la rénovation ou à l'entretien des bâtiments et des lieux d'exécution des présentes.

L'entrepreneur du présent marché sera toujours tenu :

- de s'associer dès qu'il en a connaissance, à tout entretien ou réunion visant à l'organisation et à la sécurité de chantiers à déroulements simultanés destinés à la rénovation des bâtiments
- de pourvoir à une communication active et constructive vis à vis des autres intervenants : entreprises, maîtres

1.7 Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

1.7.1 *Caractère non limitatif du CCTP*

Le CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

1.7.2 *Présentation et articulation du présent document*

Le présent document est présenté et articulé comme suit :

- 1.0 - Clauses et prescriptions générales
- 2.0 - Prescriptions techniques particulières
- 3.0 - Devis descriptif et de position

Les clauses et prescriptions énoncées en 1.0 et 2.0 ont un caractère complémentaire, et elles ne pourront en aucune façon, en cas de divergences éventuelles, être opposées entre elles.

1.8 Documents de référence contractuels

1.8.1 *Obligations contractuelles*

Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) pour les marchés privés, ou les Fascicules Interministériels (C.C.T.G.) pour les marchés publics, ainsi que les Normes Françaises (N.F.) sont documents contractuels.

Seront Documents contractuels tous les D.T.U. et documents ayant valeur de D.T.U., énumérés dans le C.C.T.P. des différents lots, mêmes ceux qui n'ont pas fait l'objet d'un Fascicule interministériel (C.C.T.G.) à la date telle qu'elle est définie ci-dessous, ceci par dérogation à la Réglementation des marchés publics.

Les C.C.S. des D.T.U. par contre ne sont pas Documents contractuels pour les marchés publics.

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et parfaitement connaître les D.T.U. ou C.C.T.G. ainsi que les N.F. en vigueur, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables au présent marché, il faut entendre :

- tous les fascicules, additifs, modificatifs etc., connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut celle découlant des clauses du C.C.A.G.

1.8.2 *Ordre de préséance*

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P et les clauses et prescriptions des D.T.U ou C.C.T.G et des Normes :

- pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en oeuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des D.T.U ou C.C.T.G et des Normes qui prévaudront.
- pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, contenues plus particulièrement dans les "Cahiers des Clauses Spéciales des D.T.U.", se sont les clauses des documents particuliers du marché (C.C.A.P. et C.C.T.P) qui prévaudront.

1.8.3 *Matériaux et produits hors domaine d'application des D.T.U./C.C.T.G.*

Pour les matériaux et produits "non traditionnels" qui n'entrent pas dans le domaine d'application des D.T.U./C.C.T.G., les entrepreneurs devront se confirmer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique, pour les matériaux et produits qui en ont fait l'objet
- Règles et prescriptions du Fabricant pour les matériaux et produits n'ayant pas fait l'objet d'un "Avis technique".

1.8.4 Documents réglementaires à caractère général

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- R.E.E.F. ;
- Réglementation Sécurité Incendie ;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- Règlement sanitaire Départemental et/ou National ;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la Construction, à l'Urbanisme, à la Sécurité, etc.

1.9 Dimensions des ouvrages

L'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de côtes qui lui seront nécessaires.

1.10 Consistance des travaux

Les prestations à réaliser au titre du présent lot comprendront notamment :

- Le transport, la fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits, matériels et accessoires ;
- Les ouvrages seront exécutés conformément au présent descriptif et comporteront en plus des éléments énumérés, les accessoires nécessaires au parfait et complet achèvement ;
- La dépose et repose partielle de certains ouvrages existants pour mener à bien les travaux ;
- L'entrepreneur devra, en outre, procéder à la dépose et à l'évacuation des ouvrages remplacés. Il exécutera tous les raccords de maçonnerie, d'enduit, de plâtre ou autres revêtements ou tous autres habillages le cas échéant ;
- Les matériels et outillages nécessaires à la mise en œuvre des produits ;
- Les échafaudages nécessaires à la mise en œuvre des matériaux ;
- Les garde-corps nécessaires à la protection contre la chute des ouvriers et des matériaux ;
- La protection contre les intempéries de toutes natures ;
- Le nettoyage des salissures occasionnées par les interventions ;
- L'enlèvement de tous déchets, cartons, bidons et débris de toutes sortes provenant des travaux et la remise en état de toutes parties de murs, planchers, sols, menuiseries, vitreries, etc. dégradés par ces travaux ;
- L'exécution d'échantillons, d'essais et de contrôles nécessaires ;
- Le nettoyage et la mise en service ;

Tous les travaux accessoires nécessaires à l'exécution et à la bonne finition des travaux font implicitement partie du marché de l'entreprise.

1.11 Documents d'exécution

L'Entrepreneur devra soumettre au maître d'Œuvre, dans un délai de 20 jours à compter de la date de notification de chaque ordre de service, les pénalités seront appliquées en cas de délais non respecté.

Ensemble comprenant les pièces suivantes :

- o Le calendrier d'exécution des travaux par tâche, suivant trame du DPGF
- o Le projet des installations de chantier (plan, détails de la composition de la base vie, etc.)
- o Le plan de prévention de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S)
- o Un mémoire relatif à l'origine et à la qualité des fournitures et matériaux à mettre en œuvre,
- o Le plan d'assurance qualité,
- o Le plan de signalisation de chantier,
- o Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- o Les plans d'atelier et de chantier,
- o Les notes de calculs,
- o Les plans d'exécution

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de

détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Oeuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Toutes les dimensions des éléments ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- La nature des matériaux structurels et leurs caractéristiques mécaniques (qualités, charges de rupture, etc.) ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;
- Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état.

1.12 Coordination des travaux

L'entrepreneur du présent lot devra passer commande en temps opportun à ses fournisseurs pour tous les produits dont il ne disposerait pas en atelier et nécessaires à la réalisation de ses travaux, sans compromettre le démarrage et de ceux-ci dans les temps et dates fixés au calendrier d'exécution.

Le Maître d'Oeuvre se réserve la possibilité de demander copie de ses commandes à l'entrepreneur et de vérifier dans ses ateliers ou sur le chantier, l'approvisionnement de ses fournitures et l'avancement des travaux de fabrication ou de façon nécessaire à la réalisation du chantier.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un retard apporté à la mise en œuvre de ses produits ou matériaux du fait d'une insuffisance d'approvisionnement.

1.13 Nettoyage - entretien

Conformément au Cahier des Clauses Administrative Générale de travaux en vigueur, le titulaire du présent marché veille lors de la réalisation de ses prestations, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement.

Il doit pouvoir en justifier à tout moment et sur simple demande du représentant du Maître d'ouvrage ou des autorités compétentes.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de limiter les nuisances à l'environnement, notamment pour les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et la flore, la pollution des eaux superficielles.

Gestion individuelle des déchets par chaque entreprise :

L'entrepreneur s'engage à ce que les gravois, déchets, matériaux et matériels provenant du chantier soient triés sur site et évacués journellement et au fur et à mesure de leur extraction vers des centres de valorisation et de recyclage adaptés, à toute distance, par tous moyens, à ses frais.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, taxes, droits éventuels, etc. qui seront à sa charge.

Le chantier devra toujours être maintenu en bon état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet, conformément au PGC et à la charte chantier.

Les débris, chutes et déchets de toutes sortes provenant de la mise en œuvre de ses matériaux ou produits ne devront en aucun cas gêner les autres corps d'état dans l'exécution de leurs travaux.

En fin des travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages dans toutes les zones touchées par les travaux ainsi que celles utilisées pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

Il devra exécuter à ses frais tous les travaux pour l'entretien et la réparation, qui seraient jugés nécessaires avant la réception des travaux.

Dans tous les cas, l'entrepreneur procédera au nettoyage final de ses ouvrages et de son chantier et maintiendra ceux-ci en bon état jusqu'à la date de réception des travaux.

En cas de non-respect des obligations de l'entrepreneur, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages et remise en états par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de l'entrepreneur.

1.14 Approvisionnements sur le chantier

Lors de l'installation de chantier, un emplacement sera déterminé et délimité physiquement en temps voulu. Les approvisionnements se feront quotidiennement, toutefois certains approvisionnements pourront être réalisés dans les locaux projetés selon la planification des travaux et sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

1.15 Échantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais, tous les échantillons de matériaux et produits, correspondant aux prescriptions du présent C.C.T.P.

Ces échantillons seront à faire parvenir dans un délai de 8 jours après notification du marché. Ils seront expédiés aux frais de l'entrepreneur avec retour éventuel à sa charge (ces échantillons seront déposés au bureau du Maître d'œuvre).

1.16 Enlèvement des matériaux déposés et des gravois

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

1.17 Sécurité et hygiène des chantiers

Elles seront conformes à la législation en vigueur.

Les travaux seront à réaliser en site occupé et des dispositions particulières seront à prendre de ce fait par l'entrepreneur :

- Pour garantir la sécurité des occupants
- Pour protéger les existants

L'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation des poussières par mise en place d'écrans en bâches et par emploi d'appareillage électroportatif approprié récent et en bon état de fonctionnement.

Aucun câble électrique volant raccord de tuyauterie véhiculant un quelconque fluide, ne devra être placé dans les lieux de passage public, ni être accessible à toute personne étrangère à l'entreprise.

Dans le cas où le personnel de l'entreprise aurait à passer par l'intérieur de locaux privatifs pour accéder aux lieux d'exécution de travaux, toutes dispositions seront à prendre pour éviter toutes salissures ou tous dommages aux revêtements et équipements existants.

Il en serait de même en ce qui concerne les abords et espaces intérieures qui ne devront subir aucune dégradation du fait des travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Salissures du domaine public et du domaine privé

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, accès aux bâtiments etc., des domaines privé et public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection et de signalisation.

1.18 Nuisances & site occupé

Les nuisances ressenties par les occupants sont essentiellement les suivantes :

- la détérioration des existants ;
- le défaut de nettoyage journalier ;
- les difficultés d'utilisation de certains locaux ;
- le bruit ;
- les poussières ;

les nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence, nombre d'ouvriers irréguliers, etc...) ;

Afin de réduire ces nuisances inévitables, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions en ce qui concerne notamment :

- le nombre d'ouvriers ;
- l'outillage, les appareils et machines utilisés ;
- le mode d'exécution des travaux ;
- les protections mises en place ;
- les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements.

Compte tenu des conditions du chantier, l'entrepreneur veillera à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

1.19 Assurances et garanties

Conformes aux prescriptions du C.C.A.G.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages y compris aux biens construits, causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit contracter les assurances couvrant l'activité et les travaux qui sont décrits dans le présent CCTP : il devra souscrire obligatoirement une police d'assurance spécifiques et complémentaires en cas de manque par rapport à l'activité déclarée.

L'attestation sera à fournir au moment de la signature du marché public.

Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale du signataire du marché pour toutes les activités détaillées au CCTP ou au programme détaillé des travaux et mises en œuvre sur le chantier y compris celles sous-traitées immédiatement ou ultérieurement.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours maximum, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue des responsabilités garanties dont la période de validité doit couvrir la date de la DROC sauf création d'entreprise postérieure à cette date.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation en vigueur, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut de justificatifs d'assurances, le Maître d'ouvrage peut résilier le marché de plein droit sans autres préavis.

1.20 Sous-traitance

Aucun sous-traitant ne sera admis, s'il n'a été préalablement agréé par le pouvoir adjudicateur et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.

Le ou les sous-traitants devront justifier de leurs qualifications.

En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable de l'ensemble des travaux qui lui ont été confiés.

Avant toutes interventions sur le chantier le titulaire devra fournir un dossier complet pour validation avant (RIB, Kbis, assurances, DC4 signé, ...)

1.21 Conformité à la réglementation "sécurité incendie"

Pour tous les matériaux et produits concernés par la Réglementation "Sécurité incendie", les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le P.V. d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

1.22 Plan général de coordination en matière de protection de la santé

Le chantier est soumis en matière de sécurité aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité dès la phase de conception et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination d'un coordonnateur SPS dont la mission s'exerce lors des phases études des projets et lors des phases de réalisation, par la création de plans particuliers d'un collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) si le quota réglementaire est atteint.

Obligations des entreprises :

- participer activement à cette coordination ;
- participer aux réunions d'organisation de la coordination ;
- transmettre au Coordonnateur SPS tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) se rapportant à leurs marchés ;
- assister à la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le chantier ;
- faire approuver son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) avant début des travaux ;
- désigner les représentants de l'entreprise qui devront siéger et participer au collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail s'il en est créé un.

Les prix remis par les entreprises comprendront les frais dus aux observations et obligations directes ou indirectes précisées dans le PGC SPS.

NOTA : l'entreprise devra se conformer aux prescriptions générales de coordination du P.G.C. et du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage)

1.23 Obligation de résultat – Règles de l'Art

L'obligation de résultat se définit par l'engagement contractuel des intervenants, de respecter les exigences fonctionnelles, techniques et réglementaire du projet.

Chaque intervenant vérifiera au fur et à mesure de la réalisation de ses travaux qu'ils permettent bien d'atteindre le résultat souhaité par le Maître d'ouvrage, et de réaliser le projet prévu en apportant toutes améliorations ou adaptations nécessaires, après validation MOE/MOA.

A ce titre, chaque intervenant est tenu de mettre en œuvre son savoir-faire correspondant aux Règles de l'Art de son métier principal régulièrement déclaré et enregistré. En cas de doute ou d'incapacité de faire, l'intervenant recherchera un prestataire le mieux adapté à la situation et le proposera en cotraitance ou en sous-traitance pour acceptation aux Maître d'œuvre et d'ouvrage.

Les travaux dus par l'Entrepreneur et décrits sommairement ci-après devront comporter l'intégralité des ouvrages nécessaires à leur complet achèvement et comprendre la fourniture de matériaux neufs et de première qualité et de tous les accessoires correspondants relevant de sa spécialité.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions pour la préservation des ouvrages réalisés par lui et ceux réadaptés, jusqu'à la réception finale unique des prestations du marché effectuée avec le Maître d'ouvrage.

1.24 Obligations et observations communes

1.24.1 Planning

L'Entrepreneur établira et proposera un planning d'exécution des travaux sur la trame du DPGF, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché. Ce planning respectera les conditions du présent C.C.T.P. et devra être proposé pour validation du maître d'œuvre qui, s'il y a lieu, le retournera accompagné de ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrables, à date de réception.

Un planning par phase des interventions spécifiques et condensés sera proposé par l'entreprise pour toute interventions liées de près ou de loin aux locaux occupés.

Il sera procédé à l'examen et à la mise au point du planning général par séquence de travaux en réunion de chantier hebdomadaire.

Le planning général de chantier sera affiché en salle de réunion sur chantier. En cas d'actualisation du planning, le planning mis à jour sera à afficher sur chantier. L'ancien devra néanmoins être conservé dans la salle de réunion.

L'Entrepreneur devra mettre en œuvre les moyens matériels et un personnel suffisant pour assurer un avancement des travaux compatible avec le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Si l'Entrepreneur ne respecte pas le programme et sans préjudice des mesures applicables en vertu des articles du C.C.A.G., le maître d'Œuvre pourra prescrire à l'Entrepreneur toutes mesures propres à assurer le respect des délais sans que les dépenses supplémentaires de matériel ou de main d'œuvre n'ouvrent droit pour l'Entrepreneur à aucune indemnité ou prix supplémentaire.

Le maître d'Œuvre pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci lui paraissent manifestement insuffisantes ou si, à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction, sans que l'Entrepreneur ne puisse élever aucune réclamation en raison du trouble qui pourrait être apporté à ses prévisions quant à l'organisation de ses chantiers.

1.24.2 Contrôle des travaux

L'Entrepreneur sera tenu de laisser, à tout moment, les responsables chargés du contrôle désignés par le maître d'Œuvre ou maître d'Ouvrage, pénétrer sur le chantier, le visiter et prendre toutes les dispositions pour leur permettre d'exercer leur mission dans les meilleures conditions. Il en sera de même pour les représentants du maître d'Ouvrage. L'Entrepreneur aura un représentant permanent qualifié et ayant pouvoir de décision sur le chantier. Ce représentant devra être en place pour la durée du chantier et n'aura qu'un seul suppléant.

1.24.3 Réception des supports par chaque entreprise.

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc., des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le sujet d'une prestation d'une autre entreprise. L'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre.

Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seraient déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

1.24.4 Compte prorata

Il sera établi un compte prorata pour la répartition des dépenses communes de chantier, ces frais généraux comprennent (liste non-exhaustive) :

- ≈ Utilités (électricité, eau,,),
- ≈ entretien des installations de chantier (cabane, sanitaires, protections,,),
- ≈ Nettoyage,
- ≈ préchauffage des zones travaux en période hivernale,
- ≈ Gestion des déchets,

Le titulaire du compte prorata est le Lot PLâtrerie. L'organisation, la mise en place des équipements et les avances de frais seront à sa charge.

Enfin les autres Entrepreneurs seront désignés au démarrage du chantier pour siéger dans la commission compte prorata.

Ces frais sont compris dans le montant global et forfaitaire et ne pourront faire l'objet d'une demande de rémunération supplémentaire.

Les frais du compte prorata seront répartis entre tous les lots en fonction du montant du marché.

1.25 Réception

Une réception unique est formalisée par écrit et prononcée à l'achèvement complet de l'ensemble des travaux du marché.

Conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, **la réception unique des travaux du marché conclu sera à demander par écrit par chaque l'entreprise au Maître d'Œuvre et d'ouvrage.**

1.26 DOE

Les DOE seront fournis sous forme dématérialisée, aux formats PDF, Word, Excel, JPEG, DWG, intégrant les essais COPREC + passage des caméras de manière générale.

2.0 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1 DOCUMENTS DE REFERENCES

Les prescriptions de mise en œuvre et les caractéristiques de dimensions, de formes, de qualité des matériaux employés dans les ouvrages ou entrant dans la composition des produits confectionnés employés, seront conformes aux documents techniques cités ci-après :

2.1.1 Documents techniques unifiés (DTU)

DTU 39 : Caractéristiques dimensionnelles des baies dans le gros œuvre destinées à recevoir des menuiseries Travaux de miroiterie-vitrerie.

D.T.U. n° 36.2 - Menuiserie inétireures bois

D.T.U. n° 31.1 - Charpentes et escaliers en bois

D.T.U. n° 59.1 - Peinturage

2.1.2 Normes françaises et européennes (AFNOR)

Les normes françaises et européennes mentionnées dans le " RECUEIL DES ELEMENTS UTILES A L'ETABLISSEMENT ET A L'EXECUTION DES PROJETS ET MARCHES DE BATIMENT EN FRANCE " (REEF), et notamment :

- NF P 20-310 - 315 - 320

- NF P 23-300 à 307

- NF P 23-501 et 502.

- NF P26.101 à P 27.401 "Quincaillerie de Bâtiment" ;

- 26 "Quincaillerie" ;

- 78 "Vitrerie - miroiterie" ;

- 01.101 "Dimensions de coordination des ouvrages et des éléments de construction" ;

Directives U.E.A.t.c. applicables le cas échéant

Règles "Sécurité Incendie"

2.1.3 Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de "l'Avis technique", il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique. L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cour de validité pour les matériaux et produits concerné.

D'une manière générale les différents produits, systèmes ou procédés utilisés doivent avec des caractéristiques d'aptitude à l'emploi évaluées et vérifiées. Pour vérifier cela plusieurs justificatifs sont possibles. Les produits, systèmes ou procédés :

- sont certifiés par un organisme accrédité par un membre de EA (European Accreditation) (en France : CSTB, ACERMI, NF, etc.),

- bénéficient d'un Pass Innovation (feu vert),

- bénéficient d'un ATE (Agrément Technique Européen),

- bénéficient d'une ATE_x (Appréciation Technique Expérimentale) favorable,

- bénéficient d'un DTA (Document Technique d'Application),

- bénéficient d'un avis technique (AT ou Atec), direct ou issu d'une « confirmation d'agrément » par l'un des membres de l'UEATc (équivalents européens).

Autres textes de références

- Documents publiés par le Centre Technique du Bois (C.T.B) et par le Groupement des Installateurs de Fermetures coupe-feu (G.I.F), notamment en ce qui concerne les labels de qualité

- Les règles techniques "R 16": dispositifs d'obturation coupe-feu automatiques

- Les conditions imposées par les services de sécurité (Nationaux, Départementaux, Communaux)

- Les Règlements sanitaires départementaux et municipaux

Marquage NF ou CE

Pour tous les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification aux marques NF et/ou CE, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits admis à ces marques.

Tous les matériaux et produits concernés devront comporter une étiquette normalisée avec le monogramme NF ou CE et les autres indications exigées.

2.1.4 Autres certifications ou labels

Pour tous les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une "certification" ou d'un "label" de qualité, il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux ou produits titulaires de cette certification ou de ce label.

Les matériaux et produits considérés devront comporter une étiquette portant toutes les indications exigées.

- Labels et certifications de qualité :

- * EWAA ou QUALANOD : éléments en aluminium anodisé
- * QUALICOAT : éléments en aluminium prélaqué
- * ECCA : revêtements de parements extérieurs en tôles prélaquées
- * Label Acotherm ou CSTBat : performances thermiques et acoustiques des menuiseries extérieures
- * SNJF : produits de calfeutrement et compléments d'étanchéité pour éléments de construction

2.1.5 Coordination avec les autres corps d'état

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge la mise au point des raccords de ses ouvrages sur ceux des corps d'états annexes tels que :

Plâtrerie :

- pour coordination de la relation de finition avec les cloisonnements et doublages divers etc.

2.1.6 Limite des prestations

L'entrepreneur adjudicataire supportera toutes les sujétions relatives à la mise en œuvre et au fonctionnement de ses fournitures sans pouvoir réclamer aucune indemnité complémentaire à la valeur de son marché.

Tous les travaux décrits au présent C.C.T.P. étant réputés comprendre toutes les sujétions relatives à une finition conforme et entière du projet. L'entrepreneur du présent lot assurera la fixation et l'étanchéité parfaite entre ses éléments et les éléments de la structure porteuse. Tous les raccordements à des éléments contigus devront être considérés dans le calcul de l'offre de prix.

Les prix du présent corps d'état comprendront les frais d'échafaudage, de bâchage, de location et de mise en place des matériels nécessaires à l'aboutissement des travaux.

Les dimensions des ouvrages, tant en surface qu'en épaisseur, telles qu'elles sont exposées au présent descriptif ou sur les plans du projet, ne sont données qu'à titre indicatif.

Il appartiendra à l'entreprise adjudicataire de respecter les normes décrivant les complexes appliqués et décrits, après fourniture des croquis d'exécution et de détails qui seront soumis à l'approbation du bureau de contrôle et des maîtres d'œuvre avant tout commencement des travaux.

2.1.7 Consistance des travaux

Les prix de l'entreprise comprendront les dépenses nécessaires à la réalisation complète des ouvrages comprenant :

- les frais d'étude et de plans d'exécution, dessins de fabrication et de montage des ouvrages de ce lot,
- la fourniture et pose de portes provisoire d'accès de chantier, avec cylindre et un jeu de clé pour mise à disposition pour l'ensemble des intervenants, y compris dépose et évacuation en fin de chantier,
- les prototypes et échantillons à remettre au Maître d'œuvre
- les essais physiques et mécaniques que pourront demander le bureau de Contrôle ou le Maître d'œuvre
- la protection des ouvrages vis à vis des enduits extérieurs et des travaux de peinture
- les frais d'énergie pour les besoins du chantier
- la préparation des supports,
- les sujétions pour travaux en recouvrement avec ceux des autres lots,
- toutes les incidences du phasage des travaux en fonction des impératifs techniques du chantier,
- le chargement et l'évacuation à la décharge publique des gravois provenant des travaux du présent lot
- les façons particulières dues aux réservations,
- l'établissement et le suivi d'un plan d'hygiène et de sécurité
- le nettoyage et mise à jeu en fin de travaux et avant réception,
- établissement des D.O.E.

2.1.8 Prototypes et essais

Il sera demandé à l'entrepreneur adjudicataire du présent lot, et à sa charge, la fourniture d'un prototype des principaux

éléments répétitifs, qui pourra être soumis à des essais allant jusqu'à destruction.

Les certificats ou procès-verbaux garantissant la conformité des ouvrages aux critères d'étanchéité énoncés ci-dessus seront à fournir à la demande. Néanmoins, à la demande des maîtres d'ouvrage et d'œuvre, ainsi que du BET, des essais en caisson seront exigés.

Ils seront dus au présent lot, quels qu'en soient les résultats. Dans le cas où ces derniers ne correspondraient pas aux normes demandées, ils seront répétés, après modifications adéquates des ouvrages, jusqu'à satisfaction.

Ces modifications ou essais supplémentaires n'ouvriront pas droit à supplément de prix.

2.1.9 Plans d'atelier

L'entrepreneur sera tenu avant toute mise en fabrication de fournir l'approbation de l'architecte, les plans et détails d'exécution, ceci dès notification de son marché et au plus tard, un mois avant la mise effective en fabrication.

Ces plans seront établis à grande échelle et soigneusement cotés, les dessins seront accompagnés des coupes grandeur, faisant connaître le détail exact des profils et section proposées, les assemblages, joints, dispositions de fixation, quincaillerie, etc ...

Tout ouvrage non conforme ou n'ayant pas reçu d'approbation sera systématiquement refusé.

2.1.10 Protection des ouvrages

Ouvrages menuisés :

- Toutes les arêtes sont efficacement protégées.
- Les ouvrages comportant un revêtement définitif sont protégés par tous moyens appropriés afin d'éviter tous chocs, épaufrures, rayures, etc.
- Quand les huisseries ou bâtis comportent des joints creux, ceux-ci sont livrés avec une protection pour mise en peinture.

Acier :

- Les quincailleries seront protégées d'origine par galvanisation, phosphatage, bi-chromatage, rilsanisation, etc ...
- Tous les ouvrages métalliques apparents reçoivent obligatoirement un primaire anticorrosion époxy ou galvanisation selon destination

Aluminium :

- Oxydation anodique ton naturel, épaisseur 20 microns sur les profils ou tôles destinés à rester apparents. Laquage blanc le cas échéant.

Visserie :

- La visserie employée sera rendue inoxydable par la nature du matériel (aluminium, acier inox 18/10)

2.2 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

2.2.1 Plans d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages seront, selon spécifications du C.C.A.P. :

- soit à la charge du Maître d'œuvre,
- soit à la charge de l'entrepreneur.

Par contre, l'entrepreneur aura à sa charge dans tous les cas :

- l'établissement des plans d'atelier et de mise en œuvre sur chantier.

Ces plans et dessins devront faire apparaître tous les détails de l'exécution, notamment :

- les largeurs apparentes des montants et traverses,
- les formes et profils des éléments constitutifs
- l'emplacement, le nombre et la référence des articles de quincaillerie
- les détails d'assemblage des feuillures, parclofes, etc.,
- les dimensions des feuillures et autres à réserver pour la pose,
- les principes et détails de fixation,
- les types et modèles de joints acoustiques et autres
- les détails des habillages et couvre-joints,
- et tous autres renseignements utiles en fonction des particularités des ouvrages.

2.2.2 Dimensions des éléments constitutifs

L'entrepreneur devra procéder au contrôle des sections et dimensions des éléments constitutifs indiqués ci-après au présent document, pour s'assurer qu'elles sont suffisantes, en fonction :

- des dimensions de l'ouvrage,
- du type d'ouvrant,
- du type de ferrage et de fixation,
- de la position et de l'emplacement de l'ouvrage,
- des efforts à subir du fait de la fonction de l'ouvrage,
- de l'utilisation de l'ouvrage,
- etc.

En cas d'insuffisances constatées, l'entrepreneur devra mettre en oeuvre des éléments de sections et dimensions supérieures, qu'il aura jugées nécessaires.

2.3 FOURNITURES ET MATERIAUX

Les fournitures et matériaux entrant dans les ouvrages du présent Lot, devront répondre aux conditions et prescriptions suivantes :

2.3.1 Nature et qualité des matériaux

2.3.1.1 Caractéristiques des bois

Les essences, les choix et les caractéristiques des bois employés sont conformes aux prescriptions des normes NF.P.23.305 et NF.B.53.510.

Le classement d'aspect est conforme aux dispositions de la norme NF.B.53.510.

Les bois employés sont de catégorie II, conformément à la norme NF.B.52.001.

L'humidité doit être inférieure ou égale à 12% et supérieur ou égal à 8%. La rétractabilité tangentielle doit être inférieure à 0,30%.

Les cernes doivent être étroites, régulières et d'épaisseur moyenne inférieure ou égale à 5 mm pour les feuillus et à 7 mm pour les résineux.

Tous les bois seront de classe menuiserie, durs, sains et parfaitement secs, exempts de tous noeuds, fentes et tous autres défauts.

Les rives et arêtes devront être droites et non épaufrées.

L'emploi du mastic à reboucher est interdit pour cacher les nœuds.

2.3.1.2 Classement des bois de sciages avivés

a) Bois feuillus durs indigènes

Les lots de pièces de bois feuillus durs indigènes mis en œuvre (chêne, etc.) doivent présenter un aspect des faces et rives de sciages avivés, répondant aux critères de classement 1^o choix, conformément à la norme NF B 53.501.

b) Bois résineux indigènes

Les lots de pièces de bois résineux indigènes mis en œuvre, doivent présenter un aspect des faces et rives avivés, répondant aux critères de classement 1^{er} choix, conformément à la norme NF B 53.502 pour les sapins, épicéa et bois identique, comme défini dans cette dernière et à la classe A pour les pins maritimes, conformément à la norme NF B 53.503

L'aspect de finition doit être : Faces visibles : Classe B Faces peintes : Classe C Faces cachées : Classe D

c) Bois d'importation d'origine Europe

Les bois d'importation (origine Europe+ PEFC/FSC) sont assimilés aux bois feuillus ou résineux indigènes correspondants.

Les seules essences feuillues dont la mise en œuvre est autorisée sont exclusivement les suivantes :

- NIANGON
- SIPO
- MERANTI DARK RED

L'aspect de finition doit être : Faces visibles : Classe B Faces peintes : Classe C Faces cachées : Classe D

2.3.1.3 Traitements des bois

Les bois entrant dans la composition des ouvrages doivent recevoir un traitement de marque agréée par le Centre Technique du Bois (C.T.B.) (label CTBF).

Le traitement doit assurer une protection fongicide, insecticide, hydrofuge et être réalisé par trempage. Il doit être compatible avec les produits employés pour recouvrir les bois. L'Entrepreneur du présent lot reste seul responsable de toute incompatibilité entre son traitement et les peintures ou vernis appliqués par le peintre.

L'ignifugation des bois doit être assurée par le présent lot par un traitement intumescent.

L'Entrepreneur doit fournir un certificat de traitement des bois.

Le traitement est réalisé au moins 3 semaines avant la réalisation de l'impression.

2.3.1.4 Huisseries et bâtis métalliques

Huisseries et bâtis métalliques (ou bâtis selon épaisseur du mur) sont en tôle d'acier 20/100 pliée et formée au galet d'un profil à soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre et sont conformes aux normes NF P 24.404.

Les assemblages sont soudés par cordon les soudures par points étant interdites.

Les huisseries des pièces humides doivent obligatoirement comporter un dispositif visible de raccordement à la terre située au-dessus de la plinthe.

Elles reçoivent une protection antirouille par peinture époxy cuite au four à 170° minimum après dégraissage et passivation (épaisseur du film : 25 microns) ou après trempage effectué en usine après grenaillage et décalaminage au "degré de soin 2.5" conformément aux prescriptions de D.T.U. 59.1.

Cette protection doit être maintenue en parfait état jusqu'à la mise en peinture. Toutes huisseries ou bâtis présentant des traces de piquetage de rouille sont systématiquement refusés, enlevés du chantier et remplacés aux frais exclusifs de l'entrepreneur du présent lot.

Elles sont livrées selon les cas avec :

- joints isophoniques dans rainure à fond de feuillure pour tous les blocs portes
- joint coupe-feu dans rainure à fond de feuillure pour les blocs portes coupe-feu où pare flamme

Les joints ou gorges pour joints sont protégés efficacement jusqu'à la mise en peinture.

Les huisseries adaptées au type de paroi, sont prévues pour recevoir l'ouvrant en feuillure sans recouvrement sauf si nécessaire.

Elles assurent une ouverture à 90° minimum, l'encastrement total du chant de l'ouvrant, l'encastrement total des cloisons.

2.3.1.5 Ame pleine :

L'âme est constituée par un panneau d'aggloméré de particules de densité variable selon performances isophoniques et coupe-feu requises.

2.3.1.6 Parement :

L'âme pleine reçoit sur chacune de ses faces un revêtement stratifié haute pression collé en usine sur panneau support adapté.

Le stratifié sera conforme à la norme NF EN 438 et présentera une excellente résistance aux chocs, aux rayures, à l'abrasion ainsi qu'aux produits d'entretien courants.

Les parements seront d'un coloris au choix du Maître d'Œuvre dans la gamme standard du fabricant.

Les chants seront protégés par alèses en bois dur ou par chants stratifiés assortis selon les prescriptions du fabricant et le degré de finition recherché.

Les faces et chants présenteront un aspect parfaitement fini, sans défaut d'aspect, de collage ou de planéité.

2.3.1.7 Finition pré-peinte :

Peinture d'impression réalisée en usine destinée à recevoir deux couches de peinture définitive prévue au lot PEINTURE.

Protection en pied des ouvrants :

Quand la protection des portes est requise : protection des chants par alèse en bois dur embrevé, protection des parements par bandes ACROVYN PENNSYLVANIA hauteur 110 mm.

Toutes les portes intérieures à système « va et vient » sont pourvues de bourrelets anti-pince doigts.

Toutes les portes intérieures isophoniques sont pourvues d'un seuil « closnet » encastré parfaitement ajusté, garantissant l'affaiblissement acoustique requis.

Sur vantail battant pour porte en « va et vient », il sera prévu obligatoirement un système d'oculus transparent verre de sécurité ou pare-flamme sur porte coupe-feu.

2.3.1.8 Portes coupe-feu

Les ensembles blocs-portes coupe-feu comportent le label GIF et ont fait l'objet d'un avis technique du CSTB. Dans les cas contraire, ils doivent faire l'objet d'un essai concluant au laboratoire du CSTB.

Dans le cas où ils comportent des joints, ceux-ci sont livrés avec une protection préalable pour mise en peinture.

Ces portes sont du type isoplanes à âmes pleine et reçoivent, selon leur localisation, une finition à peindre, prépeinte, stratifiée ou vernie, identique à celle définie ci-avant.

Ils sont conformes à la norme NF B 54.100 et bénéficient des labels suivant par le Centre Technique du Bois (C.T.B.) :

- label CTB-S : pour les travaux d'agencements intérieurs courants,
- label CTB-H : pour les travaux d'agencements dans les pièces humides
- classe E1 (sans formaldéhydes)

Ce sont dans tous les cas des panneaux de particules bois pressés à plat comportant 2 faces poncées. (L'épaisseur des panneaux est de 15 mm minimum sauf indication contraire dans le présent C.C.T.P.).

2.3.1.9 Vitrages

Les vitrages pare-flamme et coupe-feu seront du type non armés.

Les vitrages comprennent les bandes de visualisation adaptées aux portes vitrées et aux ensembles menuisés vitrés.

Colles

En règle générale, les colles seront adaptées aux fonctions qu'elles auront à assumer et devront assurer une bonne tenue de l'ouvrage, quelque soit le degré d'humidité de l'assemblage concerné.

En outre, les colles employées devront être insensibles aux attaques des moisissures et des champignons.

2.3.2 Protection des bois

2.3.2.1 Protection insecticide et fongicide

Il n'est pas prévu de protection insecticide et fongicide des bois, sauf ceux dont la protection est obligatoire en vertu des clauses des articles correspondants du D.T.U.

Le cas échéant, cette protection devra être assurée selon l'un des procédés mentionnés à l'article correspondant du D.T.U.

2.3.2.2 Couche d'impression

Sauf spécifications contraires ci-après au présent document, le présent Lot n'aura pas à appliquer de couche d'impression sur ses ouvrages.

Le menuisier aura uniquement à sa charge le cas échéant l'application d'une couche d'impression sur les parties assemblées des ouvrages non accessibles après coup.

Toutes les pièces de ferrage, sauf ceux en métal traité ou non oxydable, devront être livrés munis d'une couche primaire de protection contre la corrosion.

2.3.2.3 Protection des ouvrages métalliques

Selon spécifications ci-après au présent document, les éléments en métal ferreux seront traités contre la corrosion, selon le cas par :

- peinture : - anti-rouille en résines époxy plus poudre de zinc épaisseur 40 microns après décapage degré de soin : 2,5
- métallisation : - au zinc, épaisseur 40 microns après décapage au jet de corindon, répondant à la norme NF A 91.201,
- galvanisation : - répondant à la norme NF A 91.121, masse nominale du revêtement par face 300 grammes par mètre carré.

2.3.3 Tenue au feu

Toutes les portes et autres coupe-feu et pare-flammes prévus au présent Lot doivent avoir fait l'objet d'un procès-

verbal d'essais émanant d'un organisme de contrôle habilité. Les essais ne pourront être extrapolés que dans le cadre de la législation officielle en vigueur.

Dans l'hypothèse d'ouvrages ne possédant pas de procès-verbal d'essais ou pour lesquels une extrapolation ne pourrait être acceptée, l'entrepreneur aurait à sa charge les essais à effectuer pour lesdits ouvrages. Ceux-ci devront alors être entrepris avec suffisamment d'avance pour ne pas entraîner de retards sur le planning d'exécution.

2.3.4 Règles d'exécution

L'exécution des ouvrages devra se faire dans les conditions précisées aux Documents contractuels de références visées ci-avant.

Sur les parements vus, les têtes de pointes et de chevilles métalliques doivent être chassées à une profondeur d'au moins 1 (un) mm.

Sauf spécifications contraires ci-après pour les ouvrages vitrés, les vitrages simples ou multivitrages seront posés par parcloes.

Celles-ci doivent être spécialement étudiées en vue de faciliter leur mise en place et leur dépose. Elles doivent être fixées par vis inoxydables ou protégées contre l'oxydation, ou par clippage inoxydable.

Les parcloes seront toujours de même nature et présentation que les menuiseries sur lesquelles elles seront à poser. Les parties mobiles, vantaux, etc. des menuiseries devront se mouvoir sans difficultés et joindre entre elles ou avec les parties, dormants, etc. L'entrepreneur devra tenir compte de l'épaisseur des couches de peintures devant être appliquées sur les menuiseries.

Pour la livraison des ouvrages (réception), l'entrepreneur devra vérifier le fonctionnement et la manoeuvre de toutes les parties mobiles, quincailleries et éléments de ferrage, afin de garantir la fermeture et l'ouverture parfaite de tous les ouvrants.

2.3.5 Recouplement des vantaux de portes en partie basse

L'entrepreneur du présent Lot doit tous les recouplements en partie bas de portes, à la demande des lots techniques concernés.

Aucun supplément ne sera jamais accordé pour cette sujétion.

2.3.6 Pose et fixations

Les ouvrages seront posés avec la plus grande exactitude à leur emplacement exact. Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par l'entrepreneur pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau correct.

Les ouvrages seront calés et fixés avec soin, de manière à ne pas pouvoir se déplacer pendant l'exécution des fixations.

Au sujet de ces fixations, il est spécifié que :

- dans le cas de douilles ou autres à incorporer au coulage du béton, l'entrepreneur du présent Lot devra prendre tous accords à ce sujet avec l'entrepreneur de gros-œuvre,
- dans le cas de parement de gros-œuvre restant apparents sans enduit, aucune patte de fixation ou autre apparente ne pourra être admise pour ces parements,
- le mode de fixation proposé par l'entrepreneur ne devra en aucun cas entraîner des prestations supplémentaires pour les autres corps d'état,
- en aucun cas l'entrepreneur du présent Lot ne sera fondé à demander un supplément de prix par suite de tel ou tel principe de fixation qu'il n'aurait pas prévu.

En tout état de cause, les principes de fixation envisagés par l'entrepreneur devront être soumis au Maître d'œuvre pour approbation, et ce dernier pourra demander à l'entrepreneur, toutes modifications qu'il jugera nécessaires.

2.3.7 Habillages - couvre-joints

Les prestations à la charge du présent Lot comprendront implicitement la fourniture et la pose de tous habillages et couvre-joints nécessaires pour réaliser une présentation et un aspect parfaits.

Ces éléments seront toujours de même nature et aspect que les menuiseries au droit desquelles ils sont disposés.

2.3.8 Protection et nettoyage des ouvrages finis

2.3.8.1 Protection des ouvrages finis

Tous les ouvrages du présent Lot qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés, devront être protégés jusqu'à la réception.

Cette protection pourra être constituée, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par un vernis, soit par tout autre moyen efficace.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le présent Lot.

Tous les angles vifs et arêtes des ouvrages en bois tels que huisseries, bâtis, etc. devront être protégés pendant la durée du chantier par des baguettes ou autre procédés efficace.

2.3.8.2 Nettoyage de mise en service

Les nettoyages de mise en service pour la réception des ouvrages du présent Lot, seront aux frais du présent Lot.

Pour la réception, l'entrepreneur aura à effectuer :

- le nettoyage aux 2 faces de toutes ses menuiseries et accessoires,
- le nettoyage et lavage parfait aux 2 faces des vitrages de toutes ses menuiseries, dans le cas où la vitrerie fait partie du présent Lot,
- l'enlèvement de tous les déchets en provenance de ces nettoyages.

Ces nettoyages devront faire disparaître toutes les traces, projections et taches de plâtre, de mortier, de peinture, etc., tous les résidus des films de protection, etc.

2.3.9 Parements stratifiés, lamifiés, replaqués, etc.

Les ouvrages en stratifié, lamifié, placages, etc. devront dans tous les cas présenter une finition absolument parfaite, les coupes, ajustages, joints, etc. devront être très soigneusement réalisés et proprement finis.

Aucune épaufrure du matériau ne sera admise, aucune rayure ou autre défaut sur les parements vus ne seront tolérés.

Tous les parements revêtus en stratifié, lamifié, placage, devront être garantis par l'entrepreneur contre les déformations, si minimes soient-elles.

Il appartiendra donc à l'entrepreneur de prendre toutes dispositions utiles à cet effet lors de la fabrication, par le choix du matériau support et du type de colle conforme aux normes, par la mise en place de revêtements dits de "contrebalancement", etc.

Pour assurer une finition très soignée, les ajustages des revêtements aux angles et arêtes vives, seront réalisés à "joints vifs", les revêtements étant chanfreinés afin que l'épaisseur du matériau ne soit pas visible.

2.3.10 Articles de ferrage - quincaillerie

Les articles de ferrage et les quincailleries sont définis ci-après au présent document par un n° de référence de la nomenclature ci-après du présent article.

Dans le cas où des marques sont citées ci-après, il faut toujours entendre "ou équivalent".

Tous les articles entrant dans le cadre du Label devront être poinçonnés ou estampillés "NF-SNFQ" ou "SNFQ".

Les articles de ferrage et de quincaillerie s'entendent fournis et posés, compris :

- les entailles nécessaires dans le bois, les trous nécessaires pour scellement,
- la fourniture et pose des vis et autres pièces de fixation,
- les scellements pour les pièces à sceller.

Les dimensions et la force des articles de ferrage et de quincaillerie devront toujours être adaptées aux dimensions et poids des ouvrages considérés, ainsi qu'à leur usage.

Toutes les serrures, batteuses, verrous et autres articles à gâche, comprendront toujours la ou les gâches correspondantes.

2.3.10.1 Accessoires de manœuvre

L'entrepreneur du présent Lot aura à livrer au Maître de l'Ouvrage toutes les clefs et accessoires de manœuvre nécessaires pour l'utilisation normale des menuiseries, notamment :

- les clefs pour les serrures,
- les clefs à carré pour les batteuses,
- etc.

Nombre de clefs à fournir :

- pour toutes les serrures, il sera, sauf spécifications contraires ci-après, à fournir 3 clefs.

L'entrepreneur du présent Lot restera responsable de toutes ces clefs jusqu'à la réception des travaux.

2.3.10.2 Combinaisons de serrures

C'est l'entrepreneur du présent Lot qui aura à sa charge la mise au point de la combinaison de serrures. Dans ce but, l'entrepreneur établira un organigramme en temps voulu avec le Maître de l'Ouvrage.

C'est également le menuisier intérieur qui a la charge de coordonner avec l'aide des différents entrepreneurs intéressés si nécessaire, les commandes des serrures fonctionnant sur passe.

2.3.11 Pièces à fournir par l'entrepreneur avec son offre

A l'appui de son offre, l'entrepreneur devra obligatoirement joindre un dossier technique.

Ce dossier comprendra :

a) Descriptif des ouvrages proposés, donnant tous renseignements utiles, notamment :

- la composition des ouvrages,
- la description détaillée des ouvrages particuliers tels que habillages et autres revêtements le cas échéant, fermeture des vides entre menuiseries et autres, etc.,
- les systèmes et principes de fixation de tous les ouvrages,
- la description précise de tous les dispositifs coupe-feu, acoustiques, etc.,
- la nature, le mode d'application et le type de finition.

b) Descriptif des articles de ferrage, donnant tous renseignements notamment le nombre, le type, éventuellement la marque, la présentation.

2.3.12 Vérifications - réceptions - essais

Les vérifications, réceptions et essais des ouvrages se feront dans les conditions précisées au cahier des prescriptions techniques générales et au D.T.U.

3.0 DEVIS DESCRIPTIF ET DE POSITION

Sur l'ensemble de la zone de travaux de cette opération, une vérification au cas par cas des largeurs de passages libres de ces portes sera à réaliser. Il s'agira de respecter les réglementations d'accessibilité et de sécurité incendie.

D'un point de vue accessibilité, dans un ERP existant et pour un local accueillant moins de 100 personnes, ce qui est le cas pour les locaux concernés par le présent aménagement, les portes peuvent avoir une largeur de 80 cm avec un passage utile de 77 cm minimum.

Pour les portes doubles, présentes dans les circulations, il s'agit d'atteindre 1,20 m de passage utile minimum.

Les travaux comprennent la fourniture et la pose :

- des huisseries et bâtis, y compris talons de réglage altimétrique
- des vantaux et de la quincaillerie

3.1 Agrandissement d'ouverture

Les travaux comprennent l'agrandissement d'une ouverture existante dans une cloison intérieure non porteuse en vue de la mise en œuvre d'un nouveau bloc-porte de dimensions supérieures à l'existant.

À ce titre, l'entreprise devra :

- vérifier la nature des supports avant intervention et signaler toute incompatibilité,
- la dépose du bloc-porte existant, y compris huisseries, quincailleries et accessoires,
- la démolition partielle de la cloison existante pour agrandissement de l'ouverture, aux dimensions nécessaires à la pose du nouveau bloc-porte,
- toutes sujétions de mise en œuvre liées à la nature de la cloison (cloison légère, plaque de plâtre, etc.),
- la réalisation des renforts nécessaires (montants, ossature, linteau) pour assurer la stabilité de l'ouvrage,
- la reprise des tableaux, appuis et finitions (dressage, rebouchage, ragréage),
- la mise en œuvre d'un nouveau bloc-porte adapté aux dimensions créées, conforme aux exigences du projet (notamment en matière de résistance au feu le cas échéant),
- les réglages, calfeutrements et finitions périphériques.

L'entreprise devra également :

- assurer la parfaite coordination avec les lots cloisons, faux plafonds et électricité,
- garantir le respect des exigences acoustiques et coupe-feu de la paroi reconstituée,
- prévoir toutes sujétions de mise en conformité liées à l'accessibilité si applicable.
- Les travaux comprendront toutes prestations nécessaires à la parfaite exécution, y compris adaptations imprévues liées à l'existant.

Mode de métré : à l'unité

Localisation : au RDJ pour l'ensemble des portes remplacées.

3.2 Blocs porte

3.2.1 *Porte à âme pleine CF 1/2 h + FP*

L'ensemble devra être conforme à la réglementation incendie et adaptés aux contraintes de locaux situés en zone inondable.

Structure :

Cadre dormant métallique 100 x 60 mm

Munis de joints intumescents et de la quincaillerie adaptée

Y compris calfeutrement périphérique conforme au PV de classement au feu et aux prescriptions du fabricant.

Aspect de finition :

Vantail à âme pleine, épaisseur 40 mm à parements stratifiés HPL 2 faces, colori au choix de l'Architecte.

Huisserie métallique peinte

Accessoires :

- Ferrage par paumelles (minimum 3) réglables au nombre suffisant,
- Joints périphériques iso-phoniques et intumescents insérés pour portes CF.

- Garniture inox, béquille double, rosace bi-corps diam. 52 (standard ou borgne selon localisation), fixations invisibles
 - 1 serrure de sûreté avec cylindre européen
 - Butée de porte murale en aluminium avec embout en caoutchouc pour tous les vantaux.
 - Huisserie : Finition en atelier avec vernis polyuréthane de protection en 3 couches.
 - Compris toutes baguettes, couvre-joints, fixation et toutes sujétions.
 - Protection des ouvrages finis jusqu'à la réception du chantier
 - Toutes sujétions de montage et de calfeutrement suivant type de mur (baguettes, couvre-joints, fixations, etc.)
 - Détalonnage des portes en partie basse suivant recommandations du thermicien
- Y compris tous les réglages de fin de chantier.

Équipement :

- 1 butoir de sol
- 1 ferme porte automatique hydraulique à frein réglable, type GEZE TS 4000
- Ferme porte à encombrement réduit, capot anti-vandalisme, fixation invisible, vis de réglage invisible en façade, technique à came

Dimensions passage utile : 0,90 x 2,05 m de haut permettant le transit de palettes.

Mode de métré : à l'unité

Localisation : au RDJ pour les portes remplacées du local archives et de l'épicerie solidaire et pour mémoire au RDC pour les portes qui ne respectent pas les largeurs réglementaires

3.3 Divers

3.3.1 Vitrophanie

Fourniture et pose de vitrophanie intérieure sur menuiseries extérieures, destinée à assurer l'occultation des vitrages. Mise en œuvre d'un film adhésif occultant ou dépoli appliqué sur la face intérieure des vitrages, permettant de préserver l'intimité des locaux tout en conservant l'apport de lumière naturelle selon le type de film retenu.

Le film sera adapté aux vitrages des menuiseries extérieures, posé avec préparation préalable du support et marouflage soigné afin d'éviter bulles et défauts d'aspect. Les teintes, motifs ou niveaux d'opacité seront définis par la maîtrise d'œuvre.

L'ensemble sera fourni et posé, avec découpes et ajustements nécessaires au droit des châssis et accessoires de menuiserie.

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : au RDJ pour l'ensemble des menuiseries extérieures des salles concernées par cette opération

3.3.2 Plinthes droites PVC

Fourniture et pose de plinthes en PVC rigide adaptées aux zones inondables, résistantes à l'humidité, aux éclaboussures et aux remontées d'eau ponctuelles.

Les plinthes seront de hauteur standard adaptée aux locaux.

Le système comprendra fixation mécanique ou collage adapté au support (mur ou doublage), avec joints étanches en partie basse si nécessaire pour limiter les infiltrations. Les coloris seront au choix de la maîtrise d'œuvre dans la gamme du fabricant.

L'ensemble sera fourni et posé complet, avec découpes, ajustements et finition propre garantissant résistance et durabilité en milieu humide.

Mode de métré : au mètre linéaire

Localisation : au RDJ pour l'ensemble des salles concernées par cette opération

3.3.3 Plinthes droites bois

Fourniture et pose de plinthes de 10 X 70 ; sapin de pays à peindre corroyé une face et chant avec chanfrein traîné au sol, coupes d'onglet dans les angles.

Fixation au bas des murs et cloisons par pointes d'acier genre T.O.C.

Les plinthes mises en place sur des murs de 3 m de longueur (et inférieures à 3 m) seront en un seul élément. Traitement hydrofuge et cordon étanche contre revêtement de sol pour plinthes en pièces humides et circulations communes.

Mode de métré : au mètre linéaire

Localisation : pour raccords, au RDC pour l'ensemble des salles concernées par cette opération

3.3.4 Champlat pré-peint

Fourniture et pose de champlats en habillage des parois verticales, en lieu et place des cloisons déposées, afin d'assurer une finition soignée des surfaces après démolition.

Les champlats seront de type droit, en MDF ou bois, d'une largeur adaptée aux zones traitées, avec une largeur indicative de l'ordre de 100 à 150 mm selon les configurations. Ils seront fixés par collage et/ou clouage sur les supports existants.

Les éléments seront livrés prêts à peindre ou pré-peints en usine. Après pose, ils recevront une finition peinture en harmonie avec les parois adjacentes, comprenant la préparation des supports, le rebouchage des fixations et l'application des couches de finition.

Les prestations comprendront toutes sujétions de découpe, d'ajustement, de traitement des raccords avec les murs existants ainsi que l'ensemble des finitions nécessaires à l'obtention d'un rendu homogène et qualitatif.

Mode de métré : au mètre linéaire

Localisation : sur les murs du RDC, en lieu et place des cloisons déposées

3.3.5 Signalétique

Fourniture et pose de :

- Signalétique sur les portes communes (caves, locaux ménage, sous-station, local fibre, local vélos, local OM)
- 2 Tableaux d'affichage par entrée (1 A2 vitré + 1 A2 vitré avec fermeture) --> possibilité de réduire à 1 A2 pour les petites entrées A et B.
- Plans d'évacuation incendie

Mode de métré : à l'ensemble

Localisation : pour l'ensemble des locaux concernés par la présente opération

3.3.6 Panneaux acoustiques suspendus

Fourniture et mise en œuvre de panneaux acoustiques suspendus, de type Texaa gamme Stereo ou équivalent, destinés à la correction de la réverbération des locaux.

Les panneaux seront constitués d'une armature interne en acier, d'une âme absorbante en ouate acoustique majoritairement recyclée et revêtus d'une housse textile transonore type Aeria, amovible et lavable, avec une épaisseur indicative d'environ 55 mm.

Ils seront fournis en formats carrés et rectangulaires (1,20 × 1,20 m et 1,20 × 1,76 m), avec une performance acoustique de $\alpha_w = 1,00$ (classe A) et un classement de réaction au feu B-s1,d0, conformes aux exigences des ERP. Les panneaux seront suspendus horizontalement par câbles métalliques réglables fixés en sous-face de la structure porteuse, avec réglage précis de la planéité et de l'altimétrie, et disposés selon plan de calepinage en coordination avec les équipements techniques (éclairage, CVC, etc.).

La prestation comprendra l'ensemble des sujétions de fourniture, fixations, réglages, découpes éventuelles, coordination et nettoyage en fin d'intervention.

Mode de métré : à l'unité

Localisation : au RDC dans la salle pédagogique Arts du spectacle.

3.3.6.1 Carré 1,20 m x 1,20 m

3.3.6.2 Rectangulaire 1,20 m x 1,76 m

3.4 FOURNITURE DES DOE / DIUO

Fourniture des plans et notices de constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés et le Dossier d'Intervention Ulérieure.

Le DOE comprendra notamment les plans de recollement, schémas unifilaires, notes de calcul, fiches techniques, notices d'exploitation, rapports d'essais et procès-verbaux de réception.

Fourniture de toutes les pièces de certification de traitement des déchets en trois exemplaires et sur support informatique notamment,

Mode de métré : à l'ensemble.

Fait à

le.....

Mention manuscrite "Lu et Approuvé" :

L'ENTREPRENEUR : (cachet et signature)